

Brochure n° 3360

**Convention collective**  
**IDCC : 2700. – MÉTALLURGIE**  
**(Oise)**

AVENANT DU 26 MAI 2014  
RELATIF À LA PRIME DE PANIER

NOR : ASET1450818M  
IDCC : 2700

**PRÉAMBULE**

L'UIMM Oise et les organisations syndicales soussignées conviennent de se réunir le 1<sup>er</sup> octobre 2013 pour répondre à leur obligation annuelle prévue à l'article 4 « Révision » des dispositions générales de la présente convention.

Au terme de différents échanges, les parties signataires constatent que la rédaction de l'article 8 « Prime de panier » de l'avenant « Mensuels » de la présente convention laisse une trop grande place à l'interprétation et que cette interprétation peut conduire à dénaturer leur commune intention sur la nature même de la prime de panier qu'elles ont entendue instaurer.

En effet, les parties ont voulu faire bénéficier les salariés du versement d'une indemnité destinée à compenser les dépenses supplémentaires de restauration engagées par ces derniers du fait de conditions particulières de travail, au sens de l'arrêté du 20 décembre 2002 (précisé par la circulaire DSS/SDFSS/5B/n° 2003-07 du 7 janvier 2003).

La prime de panier prévue à l'article 8 de l'avenant « Mensuels » n'a pas pour objet de compenser une sujétion particulière de l'emploi liée à la seule organisation du travail, cette sujétion étant déjà compensée par une majoration pour travail de nuit prévue à l'article 10 de l'avenant « Mensuels » de la présente convention.

En conséquence, il est proposé de préciser le sens à donner à l'article 8 de l'avenant « Mensuels ».

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 8 de l'avenant « Mensuels » est rédigé comme suit :

**« Article 8**

*Prime de panier*

Le mensuel effectuant au moins 5 heures de travail entre 21 heures et 6 heures bénéficie d'une prime de panier dont le montant est fixé par avenant à la présente convention.

Cette prime de panier est versée au salarié contraint de prendre une restauration sur son lieu effectif de travail, en raison des conditions particulières d'organisation visées au 1<sup>er</sup> alinéa, lesquelles ne lui permettent ni de rentrer chez lui, ni d'avoir accès, le cas échéant, au restaurant de l'entreprise, ni de se restaurer à l'extérieur.

L'indemnité de panier est destinée à compenser les dépenses supplémentaires de restauration générées par cette situation.

De ce fait, elle n'est versée qu'au titre des jours où le salarié se trouve réellement dans la situation visée au 1<sup>er</sup> alinéa. Elle n'est pas versée au titre des jours non travaillés, qu'ils soient ou non indemnisés (congrés payés, absence résultant d'une maladie ou d'un accident, etc.) ni au titre des jours travaillés où le salarié ne se trouve pas dans la situation considérée.

La prime de panier est soumise au régime juridique défini par l'arrêté du 20 décembre 2002 relatif aux frais professionnels déductibles pour le calcul des cotisations de sécurité sociale. A ce titre, elle est déductible, en tant que frais professionnels, du calcul des cotisations de sécurité sociale dans la limite admise par l'ACOSS. En conséquence, elle doit être exclue des différentes assiettes de calcul (indemnité de congés payés, heures supplémentaires, indemnité de maladie, indemnité de préavis, indemnité de licenciement, etc.) et de comparaison relatives aux garanties salariales (Smic, salaires minimaux conventionnels, etc.).

Si le régime juridique de la prime de panier qui a la nature d'une indemnité de restauration sur le lieu de travail, instituée par le présent article, tel que prévu par l'arrêté de 2002 précité venait à être modifié, l'opportunité d'en maintenir le versement sera examinée dans les plus brefs délais. »

## **Article 2**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 3**

Le présent avenant s'applique à partir de la date fixée par l'article L. 2261-1 du code du travail.

## **Article 4**

Le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Fitz-James, le 26 mai 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

UIMM Oise.

### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

FCM FO.